

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
25 mai 2022
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-seizième session
Point 78 a) de l'ordre du jour
Les océans et le droit de la mer : les océans et le droit de la mer

Conseil de sécurité
Soixante-dix-septième année

**Lettre datée du 25 mai 2022, adressée au Secrétaire général
par la Représentante permanente de la Grèce auprès
de l'Organisation des Nations Unies**

En référence à la lettre datée du 30 septembre 2021 que vous a adressée le Représentant permanent de la Türkiye auprès de l'Organisation des Nations Unies ([A/76/379-S/2021/841](#)) et à ma lettre du 27 juillet 2021 ([A/75/976-S/2021/684](#)) faisant suite à la lettre du 13 juillet 2021 que vous a également adressée le Représentant permanent de la Türkiye ([A/75/961-S/2021/651](#)), nous souhaitons porter à votre attention ce qui suit :

1. Parce qu'ils sont indéfendables du point de vue juridique, historique ou factuel, la Grèce rejette dans leur intégralité tous les arguments avancés dans la lettre de la Türkiye du 30 septembre 2021, qui ressemblent étrangement à ceux mis en avant dans sa précédente lettre du 13 juillet 2021. Dans ce contexte, nous souhaitons réitérer la position de la Grèce, présentée dans notre lettre du 27 juillet 2021.
2. La Türkiye, dans sa lettre du 30 septembre 2021, déclare, une fois de plus, que « la souveraineté de la Grèce sur les îles [de la mer Égée orientale] était et reste subordonnée à la démilitarisation ». De même, la Türkiye affirme qu'« en militarisant les îles en question [de la mer Égée], la Grèce a renoncé au droit d'affirmer l'opposabilité à la Türkiye des traités mentionnés ci-dessus [le Traité de paix de Lausanne de 1923 et le Traité de paix de Paris de 1947] et aux droits qu'elle prétend en tirer ».
3. Ces deux lettres de la Türkiye apportent un élément nouveau en ce qui concerne les divergences qui existeraient, selon elle, entre la Grèce et la Türkiye au sujet de la mer Égée et de la Méditerranée orientale. La position de la Türkiye revient à remettre en cause la souveraineté de la Grèce sur les îles, îlots et rochers de la mer Égée, que lui reconnaît sans aucune ambiguïté le Traité de paix de Lausanne de 1923 et le Traité de paix de Paris de 1947. Cette position est clairement contraire à la lettre et à l'esprit de ces traités de paix, dont l'objectif principal était d'établir des frontières permanentes et des titres juridiques, sans soumettre les États concernés à d'autres obligations ; ces nouvelles revendications turques compromettent gravement la paix et la stabilité régionales.



4. Il est fermement établi en droit international que lorsque les États concluent des traités établissant des frontières ou une souveraineté territoriale, leur objectif premier « est d'arrêter une solution stable et définitive » (*Affaire du temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande)*, *Fond*, *Arrêt du 15 juin 1962*: C.I.J. Recueil 1962, p. 34). Il suit qu'une fois qu'une frontière a été fixée ou une question territoriale réglée, les conséquences ne dépendent plus du traité. Comme l'a dit la Cour internationale de Justice, « l'établissement de cette frontière est un fait qui, dès l'origine, a eu une existence juridique propre » et « une frontière établie par traité acquiert ainsi une permanence que le traité lui-même ne connaît pas nécessairement » (*Affaire du différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad)*, *Arrêt*, C.I.J. Recueil 1994, p. 37, par. 72 et 73).

5. Par conséquent, toute tentative de remettre en question la souveraineté de la Grèce sur ces îles sous prétexte que la Grèce violerait son obligation de les démilitariser en vertu des traités susmentionnés est contraire au principe fondamental du droit international concernant la stabilité des frontières et des titres de souveraineté, tel qu'affirmé dans la jurisprudence internationale.

6. Dans sa lettre du 30 septembre 2021, la Türkiye semble sous-entendre à nouveau, comme elle l'a fait dans sa lettre du 13 juillet 2021, que, parce que la Grèce aurait violé les dispositions des traités susmentionnés relatives à la démilitarisation, elle n'a pas le droit de se prévaloir de ses titres juridiques territoriaux sur les îles de la mer Égée dans le cadre de la détermination des frontières maritimes.

7. Rejetant une fois de plus cet argument sans fondement juridique, la Grèce tient à souligner que le droit aux zones maritimes est inhérent à la souveraineté territoriale, et donc toutes les îles grecques susmentionnées ont droit à une mer territoriale, à une zone économique exclusive et à un plateau continental, conformément au paragraphe 2 de l'article 121 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Par conséquent, la souveraineté de la Grèce sur lesdites îles étant juridiquement incontestée, leur droit à des zones maritimes et leur effet sur la délimitation maritime n'ont aucun lien avec la question de leur démilitarisation en vertu desdits traités de paix.

8. La Grèce rejette à nouveau tous les arguments de la Türkiye portant sur la Convention concernant le régime des détroits signée à Montreux en 1936. Cette convention, comme nous l'avons clairement expliqué dans notre lettre du 27 juillet 2021, a abrogé la Convention concernant le régime des détroits signée à Lausanne en 1923 ainsi que les dispositions qu'elle contenait sur la démilitarisation des îles de Lemnos et de Samothrace. C'est ce qui ressort clairement non seulement du préambule de la Convention de Montreux concernant le régime des détroits, mais aussi des déclarations officielles des hauts fonctionnaires turcs à cet égard. La Türkiye, dans sa lettre, tente de réduire l'importance et l'effet juridique de ces déclarations, et en particulier celles que le Ministre turc des affaires étrangères de l'époque, T. R. Aras, a faites devant l'Assemblée nationale turque à Ankara, le 31 juillet 1936, au moment de la ratification de la Convention de Montreux concernant le régime des détroits, par lesquelles il a formellement confirmé (sans objection de l'Assemblée nationale turque) que la Grèce n'avait aucune obligation de poursuivre la démilitarisation des îles grecques de Lemnos et de Samothrace. La Grèce rappelle, à cet égard, qu'il est bien établi en droit international que même les actes unilatéraux d'un État, agissant seul et exprimant sa volonté, peuvent produire des effets juridiques contraignants en droit international (par exemple, *Essais nucléaires (Australie c. France)*, (*Nouvelle-Zélande c. France*), *Arrêts*, C.I.J. Recueil 1974, p. 269, par. 50 et p. 472, par. 46 ; *Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête: 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)*, *Compétence et recevabilité*, *Arrêt*, C.I.J. Recueil 2006, p. 27, par. 46 ; *Obligation de*

négozier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili), Arrêt, C.I.J. Recueil 2018, p. 554 et 555, par. 146. Conformément aux critères énoncés dans la jurisprudence de la Cour internationale de Justice, les déclarations turques susmentionnées sont juridiquement contraignantes pour la Türkiye. La jurisprudence de la Cour citée par la Türkiye n'est absolument pas pertinente en l'occurrence et les arguments selon lesquels les îles susmentionnées devraient rester démilitarisées sont erronés et dépourvus de fondement juridique.

9. Parce qu'elles sont incorrectes des points de vue historique et juridique, la Grèce rejette également les déclarations turques selon lesquelles « le Traité de Paris de 1947 est un traité de démilitarisation *in excelsis* ». Par ailleurs, le cas de la Convention de 1856 sur la démilitarisation des îles d'Aland, laquelle était annexée au Traité de paix de Paris de 1856, dont la Turquie s'inspire dans sa lettre du 30 septembre 2021, est totalement dénué de pertinence et inapplicable en l'espèce, car, entre autres considérations, la disposition du Traité de 1947 relative à la démilitarisation ne fait pas partie d'un régime juridique de démilitarisation (contrairement à la disposition de la Convention de 1856), mais constitue une disposition distincte et accessoire du Traité de 1947. Il convient en outre de noter que les dispositions de ce traité, y compris celles relatives à la démilitarisation, sont *res inter alios acta* et ne sauraient être invoquées par la Türkiye, qui n'est pas partie au Traité, ce que confirme l'article 89 dudit traité, selon lequel ses dispositions ne confèrent aucun droit ni bénéfice aux États qui n'y sont pas parties.

10. La Grèce a expliqué à maintes reprises les erreurs et les sophismes des arguments de la Türkiye concernant les questions susmentionnées. Elle l'a fait au niveau bilatéral, mais aussi dans divers forums internationaux, y compris à l'Organisation des Nations Unies. La Türkiye persiste néanmoins à présenter ces positions intenable, prétendument ancrées dans le droit international, afin de servir ses propres objectifs politiques. Que la Türkiye « exhorte les autres États parties auxdits traités à inviter la Grèce à se conformer aux dispositions de ces instruments » montre une fois de plus comment ce pays a l'habitude de soulever des questions dépourvues de toute base juridique, une pratique qui ajoute à l'instabilité que ses actes provoquent.

11. Par ailleurs, il faut rappeler que ces dernières années, la Türkiye a augmenté dans des proportions inquiétantes son arsenal militaire, en grande partie positionné face aux îles grecques, prêt à l'attaque. De plus, la Türkiye n'hésite pas à proférer des menaces graves et solennelles de recours à la force armée contre la Grèce (*casus belli*), notamment dans une résolution adoptée le 8 juin 1995 par l'Assemblée nationale turque.

12. Ces déclarations s'accompagnent d'un harcèlement des unités navales grecques et des navires de recherche scientifique sous licence grecque, au mépris de la sécurité des marins, ainsi que d'actes très menaçants de la part de la Türkiye, notamment des survols répétés du territoire grec par des avions de chasse, en violation du droit international. À cet égard, il convient également de noter que l'article 13 du Traité de paix de Lausanne prévoit expressément qu'« en vue d'assurer le maintien de la paix [...] le Gouvernement turc interdira à son aviation militaire de survoler lesdites îles [Mytilène, Chios, Samos et Nikaria] ».

À la lumière de ce qui précède, la Grèce demande solennellement à la Türkiye d'arrêter de remettre en question la souveraineté de la Grèce sur ses îles de la mer Égée, en particulier de ne plus faire de déclarations sans fondement juridique et historiquement fausses, de s'abstenir de menacer la Grèce de guerre, en violation flagrante du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, si elle étendait la limite de ses eaux territoriales au-delà des 6 milles marins actuels, et de s'abstenir de mener des activités illégales en violation de la souveraineté et des droits souverains

de la Grèce en mer Égée et en Méditerranée orientale. Ces agissements de la Türkiye, outre qu'ils trahissent sa mentalité révisionniste totalement déconnectée des principes fondamentaux régissant les relations entre États, définies dans la Charte, constituent une menace sérieuse pour la paix et la stabilité dans la région au sens large.

Enfin, la Grèce demeure fermement convaincue que les deux pays peuvent résoudre leur différend, à savoir la délimitation de leur plateau continental et de leur zones économique exclusive, dans un esprit de bon voisinage et conformément au droit international. La Grèce demande à la Türkiye de s'engager également en faveur d'un règlement pacifique de ce différend.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 78 a) de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité, et de le faire publier sur le site Web de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer et dans le prochain Bulletin du droit de la mer.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
(Signé) Maria **Theofili**
